



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 12/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/03/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EVV (ex-EURALIS AGRO VIGNE)

230 avenue d'Uchamp
33450 Izon

Références : UD33-CRA-26-216
Code AIOT : 0005200821

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/03/2026 dans l'établissement EVV (ex-EURALIS AGRO VIGNE) implanté 230 avenue d'Uchamp 33450 Izon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite de contrôle s'inscrit dans le cadre d'une opération régionale coordonnée de l'inspection des installations classées et porte sur les produits chimiques présents dans l'installation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EVV (ex-EURALIS AGRO VIGNE)
- 230 avenue d'Uchamp 33450 Izon

- Code AIOT : 0005200821
- Régime : Déclaration avec controle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les activités de la société EVV portent sur l'achat, la logistique, le transport, le stockage et la commercialisation de produits destinés aux activités viticoles, vinicoles, agricoles et plus largement au monde rural.

Les activités de l'établissement sont classées sous le régime de la déclaration, récépissé en date du 15/11/2021 (opération n°202100399), au titre des rubriques 15322-2b, 4510-2 et 4130-2-b de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE).

Les dispositions des arrêtés ministériels applicables aux rubriques, de la nomenclature ICPE, précitées s'appliquent à l'établissement.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative (pour les sites à déclaration)	Code de l'environnement du 26/02/2026, article R 512-55	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
4	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article 2.10	Demande d'action corrective	3 mois
5	Produits incompatibles	Arrêté Ministériel du 13/07/1998, article 2.1.1	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
6	Registre entrée/sortie	Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article 3.5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit

- apporter des justifications concernant son non classement à la rubrique ICPE 1510,
- se mettre en conformité concernant le stockage de substances classées 4702 alors que le site n'est pas déclaré sur cette rubrique,
- la mise en conformité concernant les suites du contrôle périodique sur la rubrique 4510,
- apporter des compléments à l'état des stocks et aux plans des stockages,
- procéder à la mise en œuvre de rétentions passives sous les produits dangereux en tenant compte de leur incompatibilité.

À défaut de la mise en œuvre des actions demandées ou de l'absence de justifications dans les délais impartis, les manquements constatés seront qualifiés de non-conformités et entraîneront une mise en demeure.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative (pour les sites à déclaration)

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/02/2026, article R 512-55
Thème(s) : Situation administrative, Mise à disposition des FDS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à l'obligation de contrôle périodique prévu à l'article L. 512-11 sont fixées à l'annexe de l'article R. 511-9.</p> <p>Toutefois, les installations classées figurant à cette annexe ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Document consulté :</u> <i>Rapport de contrôle des installations classées soumises à déclaration - Rubrique 4510 en date du 17/11/2022.</i></p> <p>L'exploitant fournit le rapport de contrôle périodique pour la rubrique 4510. Aucune non-conformité majeure apparaît. La seule autre non-conformité porte sur : <i>" 5.3 Présence d'un réseau de collecte de type séparatif - Absence du réseau de collecte de type séparatif ".</i></p> <p>Lors des échanges intervenus au cours de l'inspection, l'exploitant a indiqué son incompréhension</p>

<p>concernant cette non-conformité.</p> <p>Lors de la visite des installations, l'inspection a observé la présence de zones de stockage dont les surfaces apparaissent significatives. Au regard de ces éléments, l'inspection s'interroge sur l'éventuelle applicabilité de la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées, sans que les informations disponibles lors de l'inspection n'aient permis de confirmer le non-classement du site sous cette rubrique.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant vérifie l'applicabilité des dispositions de l'article 5.3 de l'arrêté ministériel en date du 23/12/1998 sur son site. En fonction de son analyse, l'exploitant fait lever la non-conformité par son bureau de contrôle ou se met en conformité.</p> <p>L'exploitant justifie son non classement à la rubrique 1510.</p> <p>L'ensemble des éléments de justification sont envoyées à l'inspection des installations classées dans un délai de 3 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : Fiche de données de sécurité (FDS)

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 31 ;Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.</p> <p>Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant fournit plusieurs FDS dont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - MIKAL FLASH : Fongicide, classé H252, H317, H319, H351 et H400. - SARMAN F : Fongicide agricole, classé H317, H318, H351, H361fd et H410. - SOLUTION SULFUREUSE 10 : Agent conservateur, classé H319 et H335. <p>L'exploitant est abonné à la base de données Phytodata et utilise l'application phytscan.</p> <p>Un opérateur a été interrogé. Il avait connaissance des fiches FDS et savait qu'il pouvait avoir accès à ces documents en se connectant à la base de données sus-mentionnée ou en s'adressant à un responsable.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
Prescription contrôlée : Tout utilisateur en aval identifie, met en oeuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;
Constats : Par sondage, l'inspection des installations classées a procédé au contrôle de l'application des éléments figurant dans chacune des FDS de produits cités au point de contrôle n°2 : <ul style="list-style-type: none">• MIKAL FLASH :<ul style="list-style-type: none">○ <i>Rubrique 5.1 Moyens d'extinction :</i><ul style="list-style-type: none">■ <i>Appropriés : Utiliser de l'eau pulvérisée, de la mousse résistant à l'alcool, de la poudre d'extinction ou du dioxyde de carbone</i>■ <i>Inappropriés : Jet d'eau à grand débit</i>○ <i>Rubrique 6.3 Méthodes et matériel de confinement et de nettoyage :</i><ul style="list-style-type: none">■ <i>Méthodes de nettoyage : Balayer ou aspirer dans des récipients adéquats à fin élimination. Récupérer le produit dans un emballage correctement étiqueté et bien fermé. Nettoyer soigneusement la surface contaminée.</i>○ <i>Rubrique 7.2 Conditions d'un stockage sûr, y compris d'éventuelles incompatibilités</i><ul style="list-style-type: none">■ <i>Exigences concernant les aires de stockage et les conteneurs : Entreposer dans un endroit accessible seulement aux personnes autorisées. Conserver dans le conteneur d'origine. Garder les récipients bien fermés dans un endroit sec, frais et bien ventilé. Éviter une expositions directe au soleil.</i>■ <i>Précautions pour le stockage en commun : Conserver à l'écart des aliments et boissons, y compris ceux pour animaux.</i>■ <i>Matériau approprié : Film alu composé (épaisseur Alu min 0.007 mm)</i>• SARMAN F :<ul style="list-style-type: none">○ <i>Rubrique 5.1 Moyens d'extinction :</i><ul style="list-style-type: none">■ <i>Appropriés : En cas d'incendie, utiliser : dioxyde de carbone, poudres, eau pulvérisée ou brouillard d'eau. Combattre les feux importants avec de l'eau pulvérisée ou une mousse résistante à l'alcool.</i>■ <i>Inappropriés : En cas d'incendie, ne pas utiliser jet d'au. Un jet d'eau à grand débit risque de propager le feu.</i>○ <i>Rubrique 6.3 Méthodes et matériel de confinement et de nettoyage :</i><ul style="list-style-type: none">■ <i>Méthodes et matériel de confinement et de nettoyage : Confiner et recueillir le produit à l'aide d'une matière absorbante non combustible (sable, terre, kieselguhr, vermiculite). Placer dans des contenants adaptés, fermés et correctement étiquetés. Stocker et éliminer conformément aux réglementations locales/nationales.</i>○ <i>Rubrique 7.2 Conditions d'un stockage sûr, y compris d'éventuelles incompatibilités</i><ul style="list-style-type: none">■ <i>Conserver à l'abri de la lumière directe du soleil, dans un endroit frais, propre et bien ventilé, à l'écart des matières incompatibles et de tout matériau combustible. Tenir hors de portée des enfants, des personnes non autorisées et des animaux</i>

domestiques, séparer des aliments, des aliments pour animaux ou de l'eau potable.

- SOLUTION SULFUREUSE 10

- Rubrique 6.2 : Précautions pour la protection de l'environnement : **Éviter le rejet dans l'environnement.** Ne pas déverser dans les eaux de surface ou dans les égouts. Avertir les autorités si le produit pénètre dans les égouts ou dans les eaux du domaine public.
- Rubrique 12.1 : Toxicité : Écologie - général : **Nocif pour les organismes aquatiques.**

L'inspection des installations classées constate :

- la présence de plusieurs extincteurs et d'un RIA dans les halls de stockage ;
- les halls de stockages sont couverts et ventilés par une ventilation naturelle.
- Les produits sont ainsi conservés à l'écart de la chaleur et des rayons du soleil ;
- La présence de sable ou d'absorbant n'a pas été vérifié le jour de l'inspection.
- La présence de rétention et l'incompatibilité des produits sont traitées aux points de contrôle suivants.

Au regard des éléments observés lors de l'inspection et des dispositions mentionnées dans les fiches de données de sécurité des produits concernés, aucun écart relatif aux prescriptions précitées n'a été relevé.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article 2.10

Thème(s) : Risques chroniques, Rétention

Prescription contrôlée :

Tout stockage comprenant des substances ou préparations liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Les récipients fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs est contrôlable.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation, qui est maintenu fermé en condition normale.

Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même cuvette de rétention.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Objet du contrôle :

- présence du volume requis de rétention pour les stockages comprenant des substances ou

préparations de liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;

- présence des jauges de niveau sur les récipients fixes (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;

- présence de limiteurs de remplissage (contrôle visuel ou documentaire) pour les stockages enterrés (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;

- présence de fosses maçonnées ou assimilées (contrôle visuel ou documentaire) (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure) ;

- le dispositif d'obturation de la capacité de rétention est maintenu fermé en condition normale (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).

Constats :

Les produits dangereux hors produits 4702 évoqués au dernier point de contrôle, sont stockés dans deux halls de stockage fermés.

Le plus grand hall, délégué au stockage de produits dangereux et identifié comme tel sur les plans (cf dernier point de contrôle), est considéré par l'exploitant sur rétention du fait de la présence de barrières amovibles de type batardeaux, situées aux entrées du bâtiment. L'exploitant déclare que ces barrières sont fermées tous les soirs. La rétention est commune pour l'ensemble des produits stockés, éventuellement pour des produits incompatibles. Le dispositif d'obturation de la capacité de rétention n'étant pas fermé en position normale, cela constitue **une non conformité majeure**.

Le deuxième hall stockant des produits dangereux sert principalement à l'exploitant de lieu de préparation des commandes avant expédition. L'inspection des installations classées constate la présence de stockage de produits dangereux sur rétention métallique. Le produit SOLUTION SULFUREUSE 10 cité au point de contrôle précédent n'est pas sur rétention. L'exploitant déclare que le fabricant leur a indiqué qu'il n'était pas nécessaire de stocker ce produit sur rétention. Or, la FDS indique le caractère nocif de la substance pour les organismes aquatiques et l'environnement. Le déversement de ce produit ne devant pas impacter les eaux de surface ou les égouts, **l'absence de rétention constitue une non-conformité à l'article sus-visé**.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant met en place des dispositifs de rétention sur l'ensemble des produits dangereux qu'il stocke, afin d'assurer le respect de la prescription suivante : *"La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation, qui est maintenu fermé en condition normale. Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même cuvette de rétention."* La mise en place de ces dispositifs s'effectuent **dans un délai de 3 mois**.

À défaut de la mise en œuvre des actions demandées dans les délais impartis, les manquements constatés seront qualifiés de non-conformités et entraîneront une mise en demeure.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Produits incompatibles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 13/07/1998, article 2.1.1
Thème(s) : Risques accidentels, Incompatibilité
Prescription contrôlée : Prescriptions communes aux solides, liquides, gaz ou gaz liquéfiés toxiques Les substances ou préparations doivent être stockées par groupe en tenant compte de leur incompatibilité liée à leurs catégories de danger.
Constats : Par sondage, l'inspection des installations classées constate des incompatibilités de stockage de produits sur la même rétention suivants:: <ul style="list-style-type: none">- présence d'eau de javel et d'acide dépendant de la même rétention et situé à proximité immédiate- présence d'une solution sulfureuse 6% avec un Ph <2 (acide fort) sur la même rétention qu'un produit dénommé DEOGEN dont le Ph>12 (base forte)- superposition sur une étagère d'un produit inflammable (MIKAL FLASH) avec un produit étiqueté Toxique (TOPAZE) pour le lequel la FDS fait figurer dans le rubrique 7.2 : " Tenir à l'écart des matières combustibles."
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans un délai de 15 jours l'exploitant procède à la suppression des incompatibilités constatées en inspection. Dans un délai de 1 mois , l'exploitant procède à un recensement exhaustif des incompatibilités de ses produits et les stocke en tenant compte de ces incompatibilités.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 6 : Registre entrée/sortie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article 3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. Objet du contrôle : <ul style="list-style-type: none">- présentation du registre tenu à jour ;- présentation du plan général des stockages.

<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni un tableau comme état des stocks, avec, par site du groupe EVV, les quantités de substances phytosanitaires présentes, classées par rubrique ICPE. L'état des stocks ne fait pas apparaître les lieux de stockages et ne prévoit pas de règle de vérification de la règle de cumul énoncée au paragraphe 2 de l'article R511-1 du Code de l'Environnement.</p> <p>Trois plans du site sont également fournis :</p> <ul style="list-style-type: none"> - le plan de stockage extérieur faisant paraître les lieux de stockages extérieurs : <p>Le plan fait apparaître deux lieux de stockage "Big-Bag 4702" et "Sacs 4702". Or l'installation n'est pas classée 4702 au titre de la nomenclature ICPE d'après le récépissé de la télédéclaration en date du 15/11/2021. L'inspection des installations classées constate la présence de 10 big-bag de 100 kg et d'une palette comprenant 560 kg de produit solide YaraBela EXTRAN contenant plus de 90% de nitrate d'ammonium. La présence de cette substance sur le site, sans être déclarée 4702 constitue une non-conformité.</p> <ul style="list-style-type: none"> - la plan de stockage du local abritant les produits Phytosanitaires classés ICPE : <p>Ce plan fait figurer pour chaque allée, les mentions de danger des produits stockés.</p> <ul style="list-style-type: none"> - le plan général du site : ce plan fait apparaître la position des extincteurs et RIA ainsi que la position des produits avec les pictogrammes de danger. Lors de la visite sur site, l'inspection des installations classées a recensé le stockage de produits dangereux dans le local prévu pour la préparation des commandes et qui ne figurent pas sur le plan.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans un délai de 1 mois, l'exploitant procède à la régularisation de sa situation administrative au regard de son classement ICPE (au regard notamment de la 4702 suscitée) et des quantités de substances présentes sur son site.</p> <p>Dans un délai de 3 mois, l'état des stocks est complété afin de vérifier que la règle de cumul énoncée au paragraphe 2 de l'article R511-1 du Code de l'Environnement est inférieure à 1. Les plans de stockages sont mis à jour au regard des constats énoncés ci-dessus.</p> <p>À défaut de transmission des éléments attendus et de mise en œuvre des actions demandées dans les délais impartis, les manquements constatés seront qualifiés de non-conformités et susceptibles d'entraîner des suites administratives (mise en demeure).</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>